



SciencesPo.

CERI
CNRS

CET ELARGISSEMENT DONT ON NE PARLE PLUS

Christian Lequesne

(Directeur du CERI, Sciences Po)

Si tous les Etats de l'UE ratifient le traité d'adhésion, la Croatie deviendra le 28ème Etat membre le 1er juillet 2013. L'Islande continue ses négociations d'adhésion. Le test sera les Islandais eux-mêmes. Diront-ils oui à l'adhésion par référendum ou déclinera-t-elle comme leurs voisins Norvégiens en 1972 et en 1994. L'UE continue à négocier des chapitres techniques avec la Turquie. L'hypocrisie est totale, puisque la France et l'Allemagne ne veulent pas de l'adhésion. Le retour des socialistes au pouvoir à Paris et Berlin pourrait assouplir les positions. Enfin, la Macédoine, le Monténégro et la Serbie ont vu leur demande d'adhésion enregistrée par les 27. Il n'est pas question cependant d'ouvrir des négociations pour l'instant.

Si le processus d'élargissement se poursuit sans publicité, quasiment en catimini, c'est parce que les Etats membres originels de l'UE n'en veulent pas. Les Français, les Allemands et les Néerlandais le craignent. A l'inverse, les Polonais, les Tchèques et les Hongrois y sont favorables. La différence s'explique : les "vieux" Etats membres sont attachés à l'idée d'une

"Europe instituée" qui n'a pas vocation à recouvrer l'Europe géographique. Les Etats issus du dernier élargissement voient au contraire une congruence entre les deux projets. Les *"vieux"* Etats membres ont aussi tendance à penser que le dernier élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale a contribué à la crise de l'UE. Rien n'est moins prouvé, puisque la crise - essentiellement économique - n'a jamais épousé les frontières de l'élargissement. Si les Hongrois ont été sévèrement touchés, les Polonais et les Tchèques ont été quasiment épargnés. En outre, ce sont dans les nouveaux Etats membres que l'on trouve les taux de soutien à l'UE les plus élevés parmi les citoyens. Cela s'explique bien. Pour un Bulgare ou un Roumain, l'espoir d'un sort meilleur passe davantage par une confiance dans l'UE que dans son propre pays.

Alors que la crise a ramené au premier plan la réflexion sur la solidarité, ce mot est profondément attaché au processus d'élargissement. Personne ne peut nier que l'ancrage européen a accompagné positivement les changements au Portugal d'abord, en Pologne ou en République tchèque ensuite.

De la même manière, les pays de l'ex- Yougoslavie (qui, outre la gabegie communiste, ont connu les horreurs des conflits fratricides) ont aussi le droit à cette solidarité. Bien sûr, leur adhésion se prépare et nécessite de ne pas tricher avec la réalité. L'exemple grec doit servir de leçon. On aurait rendu service au peuple grec en lui disant, il y a dix ans, que ses performances étaient fausses et que ses hommes politiques mentaient à Bruxelles. N'acceptons pas la même chose des pays des Balkans occidentaux. De même, tirons des leçons du cas chypriote en évitant d'importer dans l'UE des problèmes diplomatiques qui n'ont pas été préalablement réglés. Comme l'a dit Angela Merkel, il ne saurait être question d'accepter la Serbie dans l'UE si sa relation avec le Kosovo n'a pas donné lieu à un règlement clair.

Alors que les plus modestes sont tentés par le populisme d'extrême-droite, certains soutiendront qu'un nouvel élargissement accentuera ces tendances dans l'UE. On se souvient du fantasme du plombier polonais, popularisé par Philippe de Villiers, lors du référendum de 2005 sur la Constitution européenne. Les délocalisations d'entreprises alimentent aussi très régulièrement la chronique, en particulier en France. Il ne faut pas mépriser la peur des plus modestes car elle est réelle. Il faut néanmoins expliquer que les délocalisations se recouperont de moins en moins avec l'élargissement de l'UE.

On en veut pour preuve que certaines usines délocalisées commencent à quitter la République tchèque et la Pologne, parce que les coûts de la main d'œuvre y sont trop élevés. La Croatie ne concurrencera jamais le Cambodge et, demain, les pays d'Afrique. Ce n'est

pas l'élargissement qui fixera les conditions politiques de l'UE de demain, dont le fonctionnement sera de plus en plus marqué par la différenciation.

Prenons les cas actuels de la Pologne et de la République tchèque, deux pays post-communistes voisins entrés dans l'UE en 2004. Le premier est animé par un dessein européen évident. Le second est d'une parfaite frilosité. Les raisons sont simples : les partis politiques au pouvoir n'ont rien à voir. Dans le cas polonais, des libéraux modernes ont une ambition européenne pour leur pays qu'ils pensent comme un "*grand*" pays. Dans le cas tchèque, des néolibéraux provinciaux n'ont aucune autre ambition pour leur pays que de gagner la prochaine élection.

Les pays des Balkans occidentaux, s'ils deviennent membres de l'UE, auront des comportements très différenciés. Quant à la Turquie, le serpent de mer de l'élargissement, elle finira bien par dire non à l'UE compte tenu du traitement qu'on lui réserve. Il n'est d'ailleurs plus du tout certain que la Turquie ait besoin de l'adhésion à l'UE pour exister comme un pays moderne et respecté à l'échelle du monde.